Rougemont-le-Château : finances de la commune

Commune · Territoire de Belfort (90) · 1 530 habitants · tranche 500 à 1 999 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Rougemont-le-Château affichait un encours de dette de 1,2 M€, soit 756 € par habitant, une épargne brute égale à 25,1 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 4,1 ans.

Dette par habitant
756 €
1,2 M€ au total

Capacité de désendettement
4,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
25,1 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
551 € / hab.
843 k€ au total

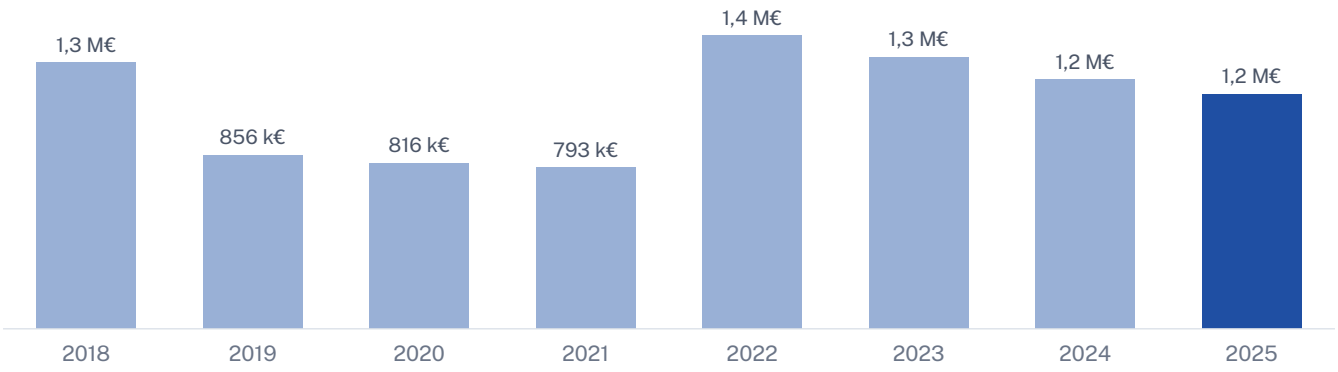
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 11 237 communes de 500 à 1 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	551 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	43,5 %	240 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	25,1 %	185 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	756 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	203 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	212 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 1,3 M€ en 2018 à 1,2 M€ en 2025 (-11,8 %). Valeur la plus haute : 1,4 M€ en 2022 ; la plus basse : 793 k€ en 2021.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	1,3 M€	5,9 %	28,4 ans	179 k€
2019	856 k€	14,6 %	6,7 ans	374 k€
2020	816 k€	11,6 %	8,8 ans	317 k€
2021	793 k€	14,5 %	6,6 ans	216 k€
2022	1,4 M€	26,2 %	5,3 ans	1,9 M€
2023	1,3 M€	24,7 %	5,1 ans	1,7 M€
2024	1,2 M€	15,8 %	7,1 ans	612 k€
2025	1,2 M€	25,1 %	4,1 ans	310 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Rougemont-le-Château	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	756 €	502 €	+50,5 %
Impôts locaux par habitant	212 €	475 €	−55,4 %
Frais de personnel par habitant	240 €	281 €	−14,8 %
Investissement par habitant	203 €	233 €	−12,9 %
Taux d'épargne brute	25,1 %	28,3 %	
Capacité de désendettement	4,1 ans	2,3 ans	

Jumelles : Sansac-de-Marmiesse (15), Cadalen (81), Corneville-sur-Risle (27), Longèves (85), Hénanbihen (22), Connaux (30), Saint-Priest-sous-Aixe (87), Rozier-en-Donzy (42), Illats (33), Aron (53). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	1 542	1 530	−0,8 %	−0,7 %
Dette par habitant	555 €	756 €	+36,1 %	−34 %
Impôts locaux par habitant	184 €	212 €	+14,7 %	+28,1 %
Frais de personnel par habitant	174 €	240 €	+38 %	+18,4 %
Taux d'épargne brute	14,6 %	25,1 %	+10,5 points	+0,2 point
Capacité de désendettement	6,7 ans	4,1 ans	−2,6 ans	−1,6 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		3 291 €		1 384 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Rougemont-le-Château	Comparaison
Habitants (2023)	1 487	+5,1 % depuis 2012 (département : −2,6 %)
65 ans ou plus (2023)	24,9 %	département : 21,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	2,4 pour 100 habitants	département : 6
Salariés du secteur privé (2025)	261	+0,4 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	135	−19,6 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2023-2024)	101,7	France : 105,5

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

560 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 380 emplois, soit 60 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0,3 %	1,3 %	1,3 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	3,6 %	5,2 %	6,6 %	2,6 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	14,3 %	18,4 %	20,1 %	16,4 %
Professions intermédiaires	35,7 %	26,1 %	26,4 %	27,1 %
Employés	19,6 %	25,9 %	26,1 %	32,8 %
Ouvriers	26,8 %	24,2 %	19,5 %	19,8 %

Professions les plus exercées par les habitants : Bourgogne-Franche-Comté

Profession	Habitants (environ)	Part
Aides-soignants	24 470	2,1 %
Infirmiers en soins généraux salariés	20 750	1,8 %
Agents de service des établissements de santé	18 070	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	17 970	1,6 %
Enseignants titulaires du primaire	16 500	1,4 %
Conducteurs de poids lourds	16 380	1,4 %
Secrétaires, employés de la bureautique	16 360	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	15 190	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	14 250	1,2 %
Assistants maternels agréés	13 370	1,2 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	13 270	1,2 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	12 930	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Territoire de Belfort (90)) : 2 839 au moins, dont 44,1 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Aides à domicile et auxiliaires de vie	300	92,3 %
Aides-soignants	272	72,4 %
Agents d'entretien de locaux	237	24,9 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	158	25,9 %
Employés de libre service	142	16,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	136	8,8 %

Métier	Projets	Difficiles
Infirmiers et sages-femmes	83	63,9 %
Serveurs de cafés restaurants	72	38,9 %
Ouvriers qualifiés en conduite d'équipement d'usinage	61	60,7 %
Ouvriers de l'assainissement et du traitement des déchets	58	0 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Rougemont-le-Château
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	439 k€ pour 10 projets
Par habitant	287 € (communes de même taille : 210 € ; département : 198 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	12,1 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	56 k€ pour 3 aides

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Refection complete de la toiture du batiment logements	19 579 €
2024	DSIL	Remplacement de la chaudiere de la Mairie	13 003 €
2024	DETR	Renovation complete du logement situe au 2eme etage de la mairie	10 733 €
2023	DETR	Remplacement des fenêtres de l'école maternelle	9 200 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.